

AVRIL / 2026



NUANCES

VOS
IDÉES EN
MOUVEMENT

**DÉCARBONER
L'ÉNERGIE**

Dossier

**ANIMAL
SANS TOI...T**

Action citoyenne

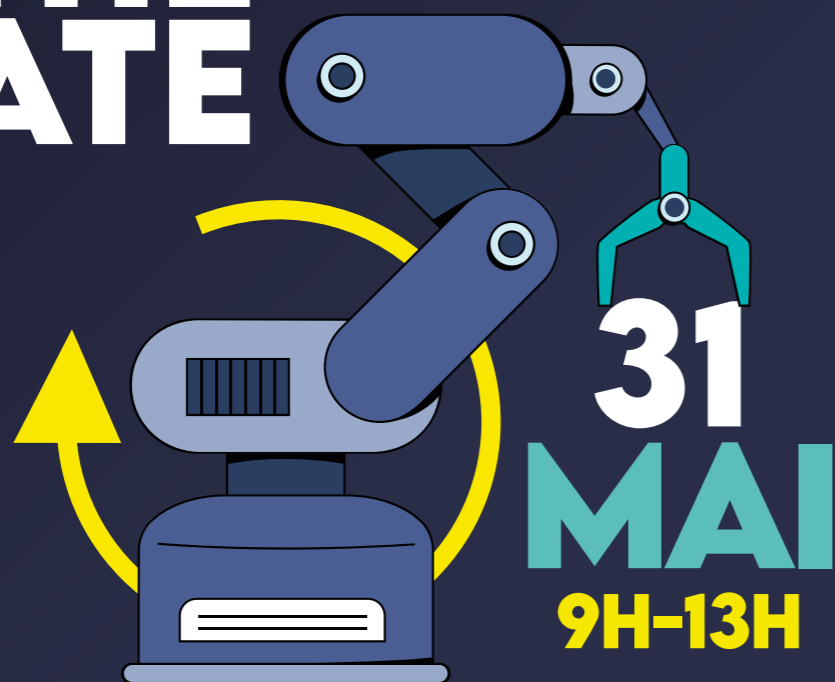
**CARLO
DI ANTONIO**

Interview

WWW.LESENGAGES.BE

 **CHARLEROI**

**SAVE
THE
DATE**



**CONVENTION
LE TOURNANT INDUSTRIEL**

COMMENT CONCILIER ÉCONOMIE,
ÉCOLOGIE ET AUTONOMIE ?



QUATRE ANNÉES D'ENGAGEMENT

Le 12 mars, Les Engagés ont fêté leurs quatre ans. Quatre années d'engagement, de reconstruction et d'espoir. Quatre années aussi pour démontrer qu'une autre manière de faire de la politique est possible : plus ouverte, plus responsable et plus proche des citoyens.

Mais un mouvement politique n'existe vraiment que s'il continue à se remettre en question. Le monde change, les tensions géopolitiques se multiplient, de nouveaux conflits éclatent

au Moyen-Orient, le défi climatique est de plus en plus présent et les fractures traversent nos sociétés. Partout en Europe, les populismes progressent et les radicalismes gagnent du terrain. Dans ce contexte économique et politique incertain, notre ambition est de construire un monde dans lequel chacun peut trouver sa place. Plus que jamais, nos valeurs démocratiques, reposant sur l'État de droit, sont nécessaires. Elles doivent être à tout prix protégées.

Face à ces défis, nous devons défendre un modèle de société positif, fondé sur la solidarité, la santé, la justice sociale et la transition environnementale. Un modèle de société où l'on récompense l'effort mais où l'on refuse la loi du plus fort. C'est dans cet esprit que nous poursuivons notre démarche « Vos idées en Mouvement ».

Sur le terrain comme en ligne, citoyens, acteurs de la société civile et experts sont invités à partager leurs expériences et leurs idées. Ce dialogue nourrit nos groupes thématiques et les orientations politiques de notre Mouvement.

À l'heure où nous célébrons ces quatre années d'existence, une conviction nous guide : dans un monde plus instable, l'avenir ne se décrète pas, il se construit ensemble.



Yvan Verougstraete
Président des Engagés

SOMMAIRE

06 Retour sur
L'essentiel
Le récap des dernières news

08 Le dossier
Décarboner notre énergie

12 L'analyse
Vos idées en Mouvement

18 Interview
*Aux origines du Grand Nettoyage
de Printemps avec Carlo Di Antonio*

22 Découverte
Au cœur de Ganshoren

28 La politique
pour les Nuls
Les provinces, késako ?

30 Action citoyenne
Animal Sans Toi...T

32 Femmes Engagées
*Les femmes dans les sphères
de pouvoir*

35 Génération Engagée
Le parlement interne

36 Aînés Engagés
L'assemblée générale statutaire



“

ANIMAL SANS TOI...T

À Faimés, Marie Jacqmin nous fait découvrir le refuge Animal Sans Toi...T. Porté avec passion par Fabrice et Véronique, ce lieu accueille et soigne des animaux abandonnés. L'association offre bien plus qu'un abri : soins, attention et accompagnement vers une adoption durable. Dons et actions citoyennes soutiennent ce projet engagé, qui sensibilise aussi le public à la protection animale où chaque geste, don ou présence contribue à changer des vies.

TOUT CE QU'IL NE FALLAIT PAS MANQUER

Mathilde Vandorpe passe le flambeau à Loïc Jacob



Une nouvelle importante pour notre groupe au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles : **Mathilde Vandorpe** passe le relais comme chef de groupe des Engagés à **Loïc Jacob**. Elle reste évidemment pleinement engagée comme députée. Merci Mathilde pour le boulot abattu ! Loïc endosse cette responsabilité avec énergie, dans la continuité du travail mené avec l'équipe et au service du projet collectif.

Vanessa Matz veut 40 % de femmes parmi les hauts fonctionnaires

La ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, **Vanessa Matz**, veut renforcer l'égalité femmes-hommes dans l'administration fédérale. Si le principe « à travail égal, salaire égal » est respecté, des écarts de revenus subsistent liés aux trajectoires de carrière et au temps partiel. Elle propose notamment d'atteindre au moins 40 % de chaque sexe dans les fonctions supérieures d'ici 2027. Objectif : garantir une véritable égalité des carrières et des opportunités.



Plus de moyens pour les zones de secours et les pompiers

Les gouvernements fédéral et wallon renforcent le financement des zones de secours afin de mieux soutenir le travail des pompiers et améliorer la sécurité des citoyens. Davantage de moyens permettront d'investir dans les équipements, la formation et la capacité d'intervention. L'objectif est clair : garantir des services de secours plus efficaces, plus rapides et mieux préparés pour protéger la population au quotidien.



Plafonner les prix de l'énergie : la proposition d'Yvan Verougstraete



Face aux tensions géopolitiques et au risque de flambée des prix de l'énergie, notre président et député européen **Yvan Verougstraete** propose que l'État joue un rôle d'amortisseur en plafonnant les prix au-delà d'un certain seuil. L'objectif est d'éviter un choc pour les ménages et les entreprises, comme en 2022, tout en garantissant plus de stabilité. À plus long terme, il appelle aussi l'Europe à renforcer son autonomie énergétique.

Clôture de Vos idées en Mouvement 2025, cap sur 2026



Nous avons clôturé l'édition 2025 de « Vos idées en Mouvement », notre démarche participative qui associe citoyens, militants et acteurs de terrain à la construction de notre projet. Pendant un an, échanges et contributions ont fait émerger des propositions concrètes sur de nombreux enjeux. Merci à toutes et tous pour votre participation. L'édition 2026 est désormais lancée pour poursuivre ce travail collectif.

Une campagne pour encourager l'accueil familial

En Fédération Wallonie-Bruxelles, près de 700 familles d'accueil manquent pour répondre aux besoins d'enfants en danger. La ministre wallonne **Valérie Lescrenier** lance une campagne de sensibilisation pour encourager de nouveaux foyers à s'engager. L'objectif : informer, lever les freins et rappeler qu'accueillir un enfant, c'est lui offrir stabilité, repères et sécurité.



DÉCARBONER NOTRE ÉNERGIE POUR GARANTIR LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE

“

Les tensions actuelles en Iran confirment ce que la guerre en Ukraine nous avait déjà montré avec brutalité : à chaque choc géopolitique, l'Europe semble redécouvrir la même fragilité, sa dépendance énergétique. Ceci a un impact direct et conséquent sur le portefeuille des citoyens qui voient leurs factures augmenter à cause de facteurs que nous ne pouvons maîtriser. Pourtant, une autre voie est possible. L'Union européenne peut assurer sa souveraineté énergétique si elle réussit sa transition vers une énergie décarbonée.

Chaque année, l'Union européenne dépense près de 400 milliards d'euros pour acheter du pétrole et du gaz à l'étranger. Ces sommes colossales quittent nos économies pour alimenter celles de pays dont les intérêts ne sont pas toujours alignés avec les nôtres. Cette situation n'est pas seulement un problème économique, elle constitue une vulnérabilité stratégique majeure.

« On l'a vu avec le gaz russe, lorsqu'on dépend des autres pour son énergie, on devient vulnérable. » rappelle notre député européen et président **Yvan Verougstraete**.

La guerre en Ukraine a en effet agi comme un électrochoc. Pendant des années, l'Europe a bâti une partie de sa prospérité industrielle sur le gaz russe bon marché, et puis Moscou a décidé d'utiliser ce levier comme instrument de pression. Alors bien sûr, l'Union européenne a depuis réduit sa dépendance au gaz russe. Mais, dans

les faits, elle a surtout déplacé cette dépendance vers d'autres fournisseurs comme les États-Unis, le Qatar ou l'Algérie.

Autrement dit, le problème de fond demeure : tant que notre modèle énergétique reposera sur l'importation massive d'énergies fossiles, l'Europe restera vulnérable aux crises internationales.

Cette dépendance s'est encore illustrée récemment dans les propos tenus par le Premier ministre Bart De Wever qui a évoqué la possibilité de normaliser les relations avec la Russie de Vladimir Poutine pour retrouver du gaz bon marché. Ce à quoi notre ministre des Affaires étrangères **Maxime Prévot** a immédiatement réagi : « Relâcher la pression maintenant, c'est donner à Poutine ce qu'il attend ». Il a également rappelé au passage que l'objectif des sanctions (dont l'embargo sur le gaz russe) est de permettre

aux Ukrainiens d'être dans une position de négociation crédible afin qu'ils puissent décider eux-mêmes de leur sort.

Depuis lors, le Premier ministre a clarifié ses propos : « Je parle d'une hypothèse, après la guerre, après un accord de paix qui est acceptable pour l'Ukraine et pour l'Europe ». Mais une question fondamentale se pose : voulons-nous réellement construire notre prospérité sur une nouvelle dépendance énergétique ?

« L'Europe ne doit pas remplacer une dépendance par une autre. La seule voie durable est de produire chez nous une énergie propre et décarbonée », défend **Yvan Verougstraete**. En effet, pour Les Engagés, la réponse est claire. La véritable solution n'est pas de chercher une nouvelle source de gaz bon marché, mais de produire notre propre énergie.

Une énergie Made in Europe décarbonée et compétitive pour une prospérité durable

L'autonomie énergétique est devenue une condition de notre souveraineté. « Que ce soit en Belgique ou même en Europe, on peut dire ce qu'on veut, mais on n'a pas d'énergie fossile : on n'a pas de pétrole, et très peu de gaz » rappelle notre eurodéputé. Sans énergie, pourtant, nous ne pouvons ni chauffer nos maisons, ni nous déplacer, ni nous nourrir, ni faire tourner nos entreprises, ni garantir notre prospérité. « Nous devons tourner la page d'une dépendance qui nous rend vulnérables » insiste-t-il.

“

L'Europe ne doit pas remplacer une dépendance par une autre. La seule voie durable est de produire chez nous une énergie propre et décarbonée.

« Selon moi, si l'Europe devait avoir une seule priorité ce serait celle-ci : produire sa propre énergie décarbonée, nucléaire et renouvelable. Et cette énergie elle doit être moins chère que l'énergie fossile. On doit donc réfléchir plus structurellement à comment on peut faire diminuer les prix de l'énergie décarbonée made in Europe.

Et c'est seulement si on maîtrise notre production d'énergie qu'on peut réussir la transition énergétique, environnementale et économique. Ce n'est pas une question d'idéologie, mais de nécessité. Sans ça, nos entreprises vont crever. » revendique **Yvan Verougstraete**. En effet, aujourd'hui, nos entreprises paient souvent leur énergie beaucoup plus chère que leurs concurrentes ailleurs dans le monde. Si nous ne corrigeons pas cette situation, nous continuerons d'assister à une dangereuse désindustrialisation de notre continent.

La transition énergétique est donc aussi une question économique. Elle est la condition pour préserver notre industrie, nos emplois et notre prospérité. Elle est également indispensable pour restaurer la crédibilité de notre politique climatique.

Le Green Deal, une stratégie de souveraineté

Pendant des années, l'Europe s'est surtout concentrée sur ses émissions territoriales, sans toujours prendre suffisamment en compte l'empreinte carbone globale de ce que nous consommons. Une partie de notre production industrielle a été déplacée vers d'autres régions du monde, avec des normes environnementales souvent moins exigeantes. Résultat, nous avons parfois perdu des emplois industriels tout en déplaçant simplement les émissions ailleurs, sans réel bénéfice pour le climat.

L'enjeu aujourd'hui est donc de démontrer qu'il est possible de concilier ambition écologique et prospérité économique. Dans ce contexte, le Green Deal européen ne doit pas être perçu comme une contrainte mais bien comme une stratégie de souveraineté. Produire une énergie

propre et européenne permettrait à la fois de réduire nos émissions, de renforcer notre sécurité énergétique et de soutenir notre industrie. Comme le répète souvent notre président **Yvan Verougstraete** : « le Green Deal est aussi le « Independence Deal » de l'Europe. »

Le contexte géopolitique actuel ne fait que renforcer cette évidence. Nous ne sommes pas à l'abri de voir les crises internationales se multiplier. Face à cette réalité, l'Europe doit faire un choix stratégique. Elle peut continuer à dépendre d'énergies fossiles importées et subir les décisions des autres, ou construire progressivement son autonomie énergétique en produisant une énergie décarbonée, compétitive et européenne.



Pour Les Engagés, le choix est évident. La transition énergétique n'est pas un luxe idéologique. Elle est une nécessité stratégique, économique et climatique. Produire notre propre énergie est une des clés de la souveraineté européenne.



DÉCHETS SAUVAGES : LES PRODUCTEURS ENFIN MIS À CONTRIBUTION

👉 La prise en charge financière, par les producteurs, des coûts de nettoyage des déchets sauvages est un pas décisif pour soutenir les communes

L'ANALYSE

LET'S THINK
OUTSIDE
THE BOX

VOS IDÉES EN MOUVEMENT

Durant un an, le cœur des Engagés a battu au rythme de son processus participatif « Nos idées en Mouvement ». Plus de 650 personnes ont pris part à nos différents événements, et la consultation en ligne a permis de recueillir plus de 300 contributions citoyennes. Aller sur le terrain, organiser le dialogue entre citoyens, experts et élus, et construire ensemble des positions sur les grands défis de notre société : voilà ce qui fait vibrer notre projet politique.

Version
vidéo



VOS IDÉES EN MOUVEMENT : PARTICIPEZ AU CHANGEMENT



+ d'infos



Vous le savez, l'action politique que nous menons s'ancre dans le quotidien et se nourrit des réalités de terrain, du contact avec les citoyens et des échanges avec la société civile et le tissu associatif. C'est dans cet esprit que, cette année encore, notre mouvement a fait battre son cœur au rythme de notre processus de participation : **Vos idées en Mouvement**

Inscrite dans les statuts du Mouvement, cette démarche ambitieuse traduit une conviction profonde : les meilleures orientations politiques émergent de l'expérience vécue, du dialogue et de l'intelligence collective. Notre projet politique se construit ainsi avec celles et ceux qui vivent les réalités du quotidien.

Partout sur le territoire, grâce au dynamisme de nos bassins de vie, des rencontres ont été organisées pour faire évoluer ensemble notre projet politique. Autour de tables de discussion, citoyens, militants et acteurs de terrain ont partagé leurs

expériences, confronté leurs points de vue et fait émerger des propositions concrètes.

Agriculture, environnement, enseignement, médias sociaux, emploi ou encore avenir des zones rurales : autant de thématiques essentielles qui ont nourri ces échanges et permis d'esquisser ensemble des réponses pour le monde de demain.

On vous emmène dans les coulisses de notre processus participatif. En janvier 2025, les adhérents ont choisi les six grandes thématiques de réflexion. Au printemps, les bassins de vie

650
participations

ont été renouvelés afin de porter cette dynamique participative sur le terrain.

C'est entre septembre et novembre 2025 que la réflexion a véritablement pris corps. Quatorze événements ont été organisés dans les bassins de vie, rassemblant plus de 650 participantes et participants. En parallèle, la consultation en ligne a permis de recueillir plus de 300 contributions citoyennes. Les présidents et présidentes des groupes de travail ont également mené plus de 60 entretiens avec des acteurs associatifs, économiques et institutionnels.

Un an de travail collectif. Un an d'écoute. Un an de dialogue.

“

**Un espace vivant où
chacune et chacun peut
contribuer à façonner l'avenir.**



Et une conviction renforcée : lorsque l'on crée un cadre exigeant et ouvert, la participation produit des idées solides, ancrées dans le réel.

De l'écoute à la co-construction

Vos idées en Mouvement repose sur un cycle clair et progressif.

Après la sélection des thèmes en janvier, le temps de l'écoute s'est ouvert. Chaque bassin de vie a organisé des rencontres adaptées à son territoire : tables rondes, conférences, World Cafés... Ces espaces ont permis d'exprimer des constats, de partager des expériences, de faire émerger des propositions.

En parallèle, les présidentes et présidents des groupes de travail ont rencontré des experts, des fédérations, des représentants institutionnels. Cette double approche, locale et spécialisée, a permis de croiser les vécus et les analyses, les attentes citoyennes et les contraintes concrètes.

Les groupes de travail ont ensuite pris le relais. Leur mission : transformer l'ensemble des contributions (locales, en ligne et expertes) en recommandations claires et opérationnelles. Il ne s'agissait pas d'écrire un rapport théorique, mais de faire la synthèse fidèle d'une matière collective riche et parfois contrastée.

Le 7 février dernier, les présidents et présidentes ont présenté publiquement leurs rapports aux délégués des bassins de vie et membres du Mouvement. Certaines propositions ont été précisées, reformulées, consolidées une dernière fois. Ce moment a incarné l'esprit même du processus : dialogue, responsabilité, co-construction.

En mars, les rapports finaux ont été validés par l'Assemblée politique. Ils sont désormais disponibles dans leur intégralité sur notre site internet.



“
C'est cette diversité
qui donne toute sa valeur
à la réflexion collective.

Six thèmes, une ambition commune

L'édition 2025 s'est articulée autour de six grandes questions de fond :

- 1 **Comment construire une agriculture qui prenne soin des agriculteurs, des citoyens et de l'environnement ?**
- 2 **Comment mieux valoriser nos enseignants et lutter contre la pénurie ?**
- 3 **Comment réindustrialiser nos territoires tout en atteignant la neutralité carbone en 2050 ?**
- 4 **Comment agir face à l'influence croissante des médias sociaux et lutter contre la désinformation ?**
- 5 **Comment permettre aux personnes éloignées du marché du travail de retrouver un emploi durable ?**
- 6 **Comment maintenir et renforcer les services essentiels dans les zones rurales ?**

Ces thèmes touchent à l'économie, au social, au territorial et au démocratique. Ils ont mobilisé des profils très divers : citoyens engagés, élus locaux, experts sectoriels, jeunes actifs, retraités, entrepreneurs, étudiants, agriculteurs, etc.

Au-delà des recommandations formulées, ce qui ressort de cette année, c'est avant tout la richesse des regards croisés. Des expériences différentes, des sensibilités variées, des priorités parfois distinctes... et pourtant une même volonté de construire ensemble.

C'est cette diversité qui donne toute sa valeur à la réflexion collective. Vos idées en Mouvement ne cherche pas à uniformiser les points de vue, mais à les mettre en dialogue. À faire émerger des orientations solides, nourries par des échanges ouverts, respectueux et constructifs.

Une dynamique qui transforme notre manière de faire de la politique

La validation des rapports ne marque pas la fin du processus. Elle ouvre une nouvelle étape : celle de la mise en action.

Les recommandations ont en effet vocation à nourrir nos positions politiques, à inspirer des initiatives parlementaires, à faire évoluer notre manifeste et à soutenir des dynamiques locales. Mais l'enjeu dépasse les seules recommandations.

Vos idées en Mouvement a aussi pour ambition de faire évoluer la manière dont notre parti construit sa réflexion politique en rappelant notre ADN participatif.

En route pour Vos idées en Mouvement 2.0

La prochaine édition démarrera au printemps. De nouveaux thèmes ont été proposés par les adhérents, ils seront explorés et débattus, la synthèse des échanges transmise aux présidents et présidentes des groupes de travail qui les consolideront en recommandations.



“



La validation des rapports ne marque pas la fin du processus. Elle ouvre une nouvelle étape : celle de la mise en action.

Notre ambition est claire : faire de Vos idées en Mouvement le rendez-vous régulier, attendu, reconnu. Un espace vivant où chacune et chacun peut contribuer à façonner l'avenir.

Parce que la politique prend tout son sens lorsqu'elle met réellement...

Vos idées en Mouvement.



INTERVIEW

AUX ORIGINES DU GRAND NETTOYAGE DE PRINTEMPS

Carlo Di Antonio : ancien ministre wallon et actuel député Engagé au Parlement de Wallonie.

Chaque printemps, des dizaines de milliers de personnes à travers la Wallonie enfilent gants et gilets fluos pour participer au Grand Nettoyage, une vaste opération de ramassage des déchets organisée dans toute la Région. Pendant quatre jours, les bénévoles sillonnent rues, chemins de campagne, parcs ou berges pour ramasser les déchets abandonnés dans l'espace public. Coordonnée par l'asbl Be WaPP – pour « Ensemble pour une Wallonie plus propre » – cette mobilisation rassemble les citoyens autour d'un même objectif : rendre l'espace public plus propre tout en attirant l'attention sur l'ampleur du phénomène des déchets sauvages.

À l'origine de cette initiative : Carlo Di Antonio, ancien ministre wallon de l'Environnement et aujourd'hui député Engagé au Parlement de Wallonie et au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Depuis son lancement en 2015, cette campagne mobilise des dizaines de milliers de bénévoles et a permis de retirer plusieurs milliers de tonnes de déchets des rues et des campagnes wallonnes. Rien que l'année passée, près de 99.000 volontaires ont collecté environ 230 tonnes de déchets, dont des canettes, des emballages en plastique, des cartons à boisson ou autres détritrus divers.

Le Grand Nettoyage s'impose également comme un vaste moment de sensibilisation. Citoyens, écoles, clubs sportifs, entreprises ou mouvements de jeunesse y participent chaque année, souvent en équipes locales. L'enjeu est de rappeler combien les gestes du quotidien influencent la propreté de l'espace public et la qualité de notre environnement.

Pour Nuances, l'ancien ministre revient sur la genèse de cette initiative et sur les enjeux qui l'entourent.

Lorsque tu es devenu ministre wallon de l'Environnement, quelle était l'ampleur des déchets sauvages en Wallonie ?

L'un de mes premiers constats a été qu'il n'existait pas de politique vraiment structurée en matière de propreté publique en Wallonie. Les budgets consacrés à cette problématique étaient relativement limités et les actions dispersées. Autre constat : les secteurs à l'origine de ces déchets n'étaient pas impliqués.

Avec mes collègues du gouvernement, dont Maxime Prévot alors en charge des Travaux publics, nous avons commencé par dresser un état des lieux. Très vite, nous avons constaté que la problématique des déchets sauvages était particulièrement visible le long des voiries.

L'analyse des déchets retrouvés montrait aussi quelque chose de très clair : une grande partie d'entre eux étaient liés à la consommation « de rue ». On retrouvait énormément de canettes, de bouteilles en plastique ou d'emballages alimentaires consommés en déplacement et jetés le long des voiries.

Durant tout ton mandat, tu as fait de la lutte contre les incivilités environnementales une priorité. Quelles ont été les principales mesures que tu as mises en place ?

D'abord, nous avons intégré un volet important sur la propreté dans le Plan wallon des déchets.

Prestation de serment au
Parlement de Wallonie le 08/10/2025



L'objectif était notamment de renforcer les moyens des communes pour le nettoyage et d'améliorer les infrastructures, par exemple en installant davantage de poubelles dans les lieux stratégiques.

Nous avons également travaillé avec certains acteurs économiques pour qu'ils prennent leurs responsabilités. Par exemple, des conventions ont été conclues avec des chaînes de restauration rapide ou des grandes surfaces pour qu'elles organisent régulièrement des opérations de nettoyage autour de leurs établissements, là où l'on retrouve souvent leurs emballages.

Enfin, nous avons aussi engagé une réflexion avec le secteur des boissons sur la question des canettes et des emballages. À défaut d'avoir obtenu immédiatement l'instauration d'un système de consigne, nous avons cherché à responsabiliser les entreprises en leur demandant de contribuer financièrement à la lutte contre les déchets sauvages.

C'est dans ce contexte qu'est née l'initiative Be WaPP – Wallonie Plus Propre ?

En effet, Be WaPP est née d'une double ambition. D'une part, il fallait structurer une politique de propreté publique à l'échelle régionale. D'autre part, je souhaitais créer une grande opération de mobilisation citoyenne. C'est ainsi qu'est née l'idée du Grand Nettoyage de Printemps.

Le concept s'est construit progressivement. Le nom lui-même est venu presque par hasard : une collaboratrice du cabinet a évoqué la question avec sa grand-mère qui a tout de suite évoqué le traditionnel « grand nettoyage de printemps ». L'expression nous a semblé évidente et elle est restée.

Pourquoi avoir choisi un partenariat entre la Région wallonne et des entreprises privées pour porter cette initiative ?

La logique était assez claire : les entreprises qui mettent sur le marché des produits générant des déchets doivent contribuer à la gestion de leurs impacts.

Concrètement, nous n'avions pas des budgets publics très importants pour la propreté. En revanche, nous avons proposé au secteur privé de contribuer financièrement au dispositif. Plusieurs entreprises ont accepté d'apporter un financement annuel de plusieurs millions d'euros, soit une partie du montant de ce que leur aurait coûté la consigne si elle avait été mise en place.

Cela a permis de créer la structure Be WaPP, d'engager du personnel dédié et de financer de nombreuses actions : campagnes de sensibilisation, équipements pour les communes, matériel pour les bénévoles du Grand Nettoyage (gants, sacs, gilets...), etc.

Le principe était donc un partenariat public-privé, mais avec un message clair : si les entreprises participent financièrement, c'est aussi parce qu'elles ont une responsabilité dans les déchets retrouvés dans la nature.

Chaque année, le Grand Nettoyage mobilise des dizaines de milliers de citoyens. Comment expliques-tu ce succès ?

L'opération est très concrète : chacun peut agir directement pour améliorer son environnement. Ensuite, elle repose sur une dynamique collective très forte. Des écoles, des associations, des groupes de citoyens ou encore des entreprises se mobilisent ensemble.

Avec les années, des dizaines voire des centaines de milliers de personnes ont participé. Cela crée une véritable prise de conscience : quand on participe à une opération de nettoyage, on réalise très concrètement l'ampleur des déchets abandonnés.

Selon toi, ce type d'action peut-il réellement changer les comportements ?

Ces actions ont un vrai impact en matière de sensibilisation. Les personnes qui participent prennent conscience que la propreté de l'espace public dépend aussi de nos comportements individuels.

Mais il ne faut pas être naïf : la sensibilisation seule ne suffira pas à résoudre le problème. Si l'on veut des résultats durables, il faut aussi agir sur les causes structurelles, notamment les modes de consommation et les types d'emballages mis sur le marché.

Quel bilan tires-tu aujourd'hui de Be WaPP ?

Le bilan est globalement positif, notamment en termes de mobilisation citoyenne et de sensibilisation. Le Grand Nettoyage est devenu un rendez-vous important en Wallonie.

Mais je pense aussi qu'il ne faut pas perdre de vue l'objectif initial. L'action devait évoluer

vers des mesures plus structurelles, comme la réduction des emballages ou l'introduction de systèmes de consigne. Il existe parfois un risque que ces grandes opérations de sensibilisation servent aussi à détourner l'attention des responsabilités du secteur des emballages. Or, il est essentiel de rappeler que la lutte contre les déchets passe aussi par une évolution des produits et des modes de consommation.

Aujourd'hui, vois-tu une évolution de la situation des déchets sauvages en Wallonie ?

Il y a certainement eu une prise de conscience importante dans la population, notamment grâce aux nombreuses opérations de sensibilisation. Les communes ont aussi considérablement progressé dans la gestion des dépôts sauvages, elles font un travail conséquent dans ce domaine.

En revanche, pour les déchets liés à la consommation, comme les canettes ou les emballages jetables, les résultats restent limités. Tant que l'on ne modifiera pas davantage les systèmes d'emballage ou que l'on n'introduira pas des mécanismes comme la consigne, il sera difficile d'obtenir des améliorations durables.

La sensibilisation est nécessaire, mais elle doit s'accompagner de mesures structurelles si l'on veut réellement réduire les déchets abandonnés dans l'espace public. N'oublions pas que la cause de tout ça, c'est les modes de consommation qu'on nous propose.



DÉCOUVERTE

GANSHOREN

“

À deux pas du centre de Bruxelles, Ganshoren réserve bien des surprises : un marais classé Natura 2000, des plaques de rues qui mettent les femmes à l'honneur ou encore un potager grâce auquel chaque citoyen peut consommer des légumes de saison. Le temps d'une balade avec son bourgmestre Jean-Paul Van Laetem, la commune révèle ses multiples visages.

Version
vidéo



AU CŒUR DE LA VIE COMMUNALE

avec Jean-Paul Van Laetem



Commune : **Ganshoren**
 Région : **Bruxelles-Capitale**
 Habitants : **25.693**
 Gentilé : **Ganshorenois & Ganshorenoise**
 Superficie : **2,44 km²**



Aux portes du centre de Bruxelles, Ganshoren cultive une identité discrète mais bien affirmée. Entre patrimoine, nature et projets urbains, la commune révèle un visage à la fois familial et engagé. Pour la découvrir autrement, nous avons parcouru ses rues aux côtés

de son bourgmestre, Jean-Paul Van Laetem. De la salle du conseil communal au marais qui borde la commune, la promenade dévoile une ville attachée à son histoire et attentive à son avenir.



La visite débute dans la salle du conseil communal. Un lieu où se prennent les décisions importantes, mais aussi un espace chargé de symboles.

En levant les yeux, impossible de manquer les nombreuses oies présentes dans la décoration. Elles ne sont pas là par hasard : « Elles symbolisent l'étymologie de Ganshoren », explique le bourgmestre. « "Gans" signifie oie en néerlandais et "hor" renvoie à un terrain humide, un marais. »

Un clin d'œil à l'histoire de la commune, autrefois marquée par des paysages bien différents de ceux d'aujourd'hui. « On en retrouve ici dans la salle du conseil, mais aussi dans l'espace public », précise Jean-Paul Van Laetem.

Avant même de quitter le bâtiment communal, une chose apparaît déjà clairement : malgré son appartenance à la Région bruxelloise, Ganshoren conserve encore une atmosphère de commune à taille humaine. Longtemps restée à l'écart des grands développements urbains, la commune a su préserver un cadre de vie paisible tout en s'intégrant progressivement à la capitale.

Des plaques de rue qui racontent aussi l'histoire des femmes

En levant les yeux dans certaines rues de Ganshoren, on remarque une petite plaque violette installée juste sous la plaque de rue traditionnelle.

Ces plaques mettent à l'honneur des femmes qui ont marqué l'histoire, la culture ou la société. On y découvre par exemple des artistes, des photographes, des scientifiques, des militantes ou encore des cinéastes.

Placées sous des noms de rue souvent masculins, elles rappellent simplement que les noms de femmes restent peu présents dans les noms de rue. Ce petit ajout dans l'espace public permet ainsi de découvrir, au fil des promenades, des parcours féminins inspirants tout en parcourant le quartier.

La MC2, un rendez-vous avec la culture

Un peu plus loin se trouve la MC2, l'un des lieux culturels de la commune. Le bâtiment associe une architecture des années 1930 à des extensions plus contemporaines. L'endroit accueille régulièrement des expositions, des rencontres et différentes activités artistiques.





Lors de notre passage, une exposition consacrée à l'artiste Jean Delhaye est présentée. Les visiteurs circulent entre les œuvres, prennent le temps de regarder et d'échanger autour de l'exposition.

Dans une commune à taille humaine comme Ganshoren, ce type de lieu joue un rôle important. Il offre aux habitants un accès direct à la culture, à quelques pas de chez eux, et contribue à faire vivre la vie culturelle locale.

En poursuivant la balade, on croise quelques adresses bien connues des habitants. Parmi elles, la boucherie Vermeire, installée depuis plusieurs décennies, reste une institution du quartier et attire une clientèle fidèle.

Un peu plus loin, l'ambiance change avec Les Potes en Toques, un restaurant installé dans une ancienne ferme datant du XVII^e siècle. Le bâtiment, soigneusement rénové, a conservé une partie de son caractère rural avec ses volumes et ses murs anciens.

Aujourd'hui, l'adresse est devenue l'un des restaurants en vogue de la commune. Les habitants du quartier comme les visiteurs s'y retrouvent pour profiter d'une cuisine conviviale dans un cadre chargé d'histoire, où l'on devine encore le passé agricole de Ganshoren.

La promenade mène ensuite vers un espace beaucoup plus ouvert et inattendu : la pépinière citoyenne et son potager partagé.

On y rencontre Marteen, qui nous fait découvrir différentes cultures de saison organisées en parcelles où poussent choux, brocolis et autres légumes. Le projet s'inscrit dans une démarche locale autour de l'agriculture urbaine et de la production de légumes à l'échelle de la commune.

Le marais de Ganshoren, un poumon vert en pleine ville

À quelques minutes de là, le décor change complètement. Les maisons laissent place à un paysage plus sauvage : le marais de Ganshoren.

Classé site Natura 2000, cet espace naturel abrite une biodiversité remarquable avec différentes espèces d'oiseaux, des batraciens et une flore typique des zones humides. Ce site constitue un véritable refuge pour la nature et un lieu de promenade apprécié des habitants, qui viennent y chercher un peu de calme à quelques pas de la ville.

Les « Villas de Ganshoren » : un quartier en transformation

La balade se termine dans un autre visage de Ganshoren, celui des grands ensembles de logements sociaux où vivent plusieurs milliers d'habitants.

La commune travaille aujourd'hui à améliorer le cadre de vie et à mieux relier ce quartier au reste de la commune. Un contrat de quartier durable permet notamment d'imaginer, avec les habitants, des aménagements pour les espaces publics et les lieux de rencontre.

La basilique, un potentiel touristique pour la commune

Impossible enfin d'évoquer Ganshoren sans parler de la basilique du Sacré-Cœur, plus connue sous le nom de basilique de Koekelberg. Une partie importante du bâtiment se trouve pourtant sur le territoire de Ganshoren.

La commune souhaite à l'avenir valoriser davantage ce patrimoine et développer des activités autour de ce monument emblématique.



Entre patrimoine discret, initiatives locales et espaces naturels, Ganshoren révèle bien des surprises. Au fil de la balade, la commune montre qu'elle conjugue encore esprit de village et projets tournés vers l'avenir, au cœur même de Bruxelles.

LA POLITIQUE POUR LES NULS



Par
**Manon
Mogenet**

Manon Mogenet, conseillère provinciale et présidente du conseil provincial dans la province de Hainaut.

Les provinces, késako ?

Entre la commune et la Région, il existe un échelon local discret, parfois oublié, mais bien présent sur l'échiquier institutionnel de notre pays : la province. Notre Constitution les énumère comme ceci : cinq en Wallonie (Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur et Brabant wallon) et cinq en Flandre (Anvers, Flandre occidentale, Flandre orientale, Limbourg et Brabant flamand). Il n'y a pas de Province en Région de Bruxelles-Capitale.

Plus de 2 siècles

L'origine du tracé des provinces belges remonte aux départements français instaurés sous le règne de Napoléon Bonaparte, avant même la déclaration d'indépendance de la Belgique en 1830. Les frontières des provinces belges ont donc été dessinées il y a plus de deux siècles, et, à l'exception du Brabant, elles tiennent encore debout à l'heure actuelle. Pas mal pour du découpage administratif !

Au niveau politique, les provinces disposent d'un Conseil provincial, dont les membres - les conseillers provinciaux - sont élus au suffrage universel pour six ans. Le Conseil provincial, qui

se réunit une fois par mois, est l'organe législatif de la Province. Il vote les règlements provinciaux et établit le budget provincial. En tant qu'institution élue, la province peut donc lever l'impôt.

Pour conduire les affaires au quotidien, chaque province est dotée d'un organe exécutif : le Collège. Les « échevins » de la province sont appelés les députés provinciaux. Dans l'exercice de leur mission, ils sont aidés de l'administration provinciale. Le gouverneur est au sommet de l'institution. Non élu, il représente à la fois l'autorité régionale et, pour certaines matières comme la sécurité, le gouvernement fédéral. Il est utile de préciser qu'en tant qu'entité locale, la province est sous tutelle de la Région wallonne.

Le rôle essentiel de la province consiste à protéger et à promouvoir ce qui est d'intérêt provincial. En clair, chaque province a développé au fur et à mesure du temps des compétences en fonction des caractéristiques de son histoire et son territoire. Dans le Luxembourg, l'agriculture est reine, là où l'enseignement prédomine dans le Hainaut par exemple. A chacune ses spécificités ! Certaines compétences sont néanmoins déjà spécifiquement attribuées à la province, quelle qu'elle soit. Il s'agit par exemple du financement des zones de secours.

Les provinces sont, aujourd'hui, à un tournant de leur histoire. Car, si tout se déroule comme prévu, il n'y aura plus d'élections provinciales à l'horizon 2030 en Région wallonne. Les conseils provinciaux élus jouent donc un rôle clé durant cette

“

L'enjeu est le suivant : que soient maintenus au niveau provincial uniquement les services qui ne peuvent pas être assurés par la Région, la Fédération Wallonie-Bruxelles ou la commune.

législature de transition : ils doivent analyser les services qu'ils fournissent aux citoyens dans tous leurs domaines de compétences pour proposer, *in fine*, la redistribution de leurs compétences vers un autre niveau de pouvoir. Les communes, qui sont bénéficiaires de services fournis par la province, doivent faire le même exercice.

L'enjeu est le suivant : que soient maintenus au niveau provincial uniquement les services qui ne peuvent pas être assurés par la Région, la Fédération Wallonie-Bruxelles ou la commune. En d'autres termes, on ne retiendra à l'échelon provincial que les services qui présentent un intérêt supracommunal.

Si la réforme en chantier aboutit, il n'existera donc plus de pouvoir politique provincial (ni Conseil, ni Collège, seul le gouverneur y survivra) et les compétences provinciales seront limitées à celles qui témoignent d'un intérêt purement supracommunal.

Quelques obstacles à surmonter

Néanmoins, en Belgique, rien ne se fait simplement (et c'est peut-être ce qui nous rend si attachants !). En effet, cette réforme, menée d'une main de maître par notre ministre des Pouvoirs locaux François Desquesnes, rencontre quelques obstacles encore à surmonter. Parmi ceux-ci, un obstacle politique : la suppression des conseils provinciaux ne peut intervenir qu'au moyen d'une majorité spéciale des deux tiers au Parlement de Wallonie.



“

Au fond, les provinces incarnent parfaitement l'âme belge : complexes, héritées de l'histoire, utiles mais pas toujours comprises, et désormais au cœur d'un grand débat sur l'avenir du paysage wallon. Leur sort dira beaucoup de notre capacité collective à simplifier... sans trop se compliquer la vie.

AU CŒUR DE LA BIENVEILLANCE

Marie rencontre Animal Sans Toi...T



Version
vidéo



À Faimies, Marie Jacqmin, vice-présidente à l'Action citoyenne, a rencontré Fabrice et son épouse Véronique au refuge Animal Sans Toi...T, un projet né de leur passion commune pour les animaux. Ce tournage sur l'engagement citoyen lui a permis de découvrir comment cet amour sincère pour les compagnons abandonnés ou maltraités s'est transformé en un havre de paix où chaque geste compte.

Chiens, chats, oiseaux et autres animaux y trouvent un lieu sûr, mais aussi une attention particulière adaptée à leurs besoins. Pour l'équipe de l'association, accueillir un animal, ce n'est pas seulement lui offrir un toit temporaire : c'est l'accompagner, le soigner et préparer chaque adoption avec soin pour qu'elle soit durable.

Marie a pu observer le rythme intense du refuge, entre soins vétérinaires, moments de jeu, logistique, administratif et promenades. Les bénévoles, avec patience et dévouement, créent un environnement rassurant pour des animaux parfois traumatisés. Ici, chaque réussite – un chat adopté, un chien apaisé – est célébrée comme une victoire collective, reflet de l'engagement passionné de ses fondateurs.



Soutenir Animal Sans Toi...T est possible de plusieurs manières. Les dons peuvent être financiers, sous forme de dons ponctuels, de parrainage ou de matériel utile au quotidien des animaux et contribuent directement au bien-être des résidents du refuge. Mais l'engagement peut aussi se traduire par la présence : promener les chiens, passer du temps avec les chats, aider à l'entretien des lieux ou aux petits travaux. Chaque geste a un impact réel.

Au-delà de l'accueil quotidien, l'association sensibilise le public à la protection animale et organise des événements pour impliquer les citoyens. Le message est clair : changer le sort

des animaux abandonnés passe par la solidarité, la prévention et l'éducation.

En quittant le refuge, Marie a été touchée par l'énergie et la passion qui animent Fabrice, Véronique et tous les bénévoles. Une évidence se dégage : le respect et la protection des animaux ne sont pas seulement un engagement, mais un moteur puissant pour la société.



Toutes les informations pratiques, les moyens de soutenir le refuge et la liste complète des animaux adoptables sont disponibles sur www.animal-sans-toit.be.

LES FEMMES DANS LES SPHÈRES DE POUVOIR

Quelles barrières persistent ?



Par **Lyseline Louvigny**
Présidente des Femmes Engagées



À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, **Les Femmes Engagées** et **Génération Engagée** ont organisé un événement commun car les jeunes femmes sont aujourd'hui souvent les premières confrontées aux nouvelles formes de discriminations et de violences.

L'événement s'est structuré autour de trois grandes thématiques avec de nombreux intervenantes : **Françoise Goffinet**, ancienne attachée à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, **Delara Pouya**, porte-parole de la ministre Matz et fondatrice de Women in Power, **Lyseline Louvigny**, présidente des Femmes Engagées et échevine, et la journaliste **Florence Hainaut**. Les échanges ont été nourris par l'intervention de **Noha Devillers**, **Léna Dortu** et **Emlyn Delooz** de Génération Engagée ainsi que du ministre **Yves Coppieters**.

Thématique 1 : Les freins institutionnels et le manque de parité démocratique

Françoise Goffinet, a rappelé que la Belgique dispose aujourd'hui d'un cadre législatif relativement avancé, notamment grâce aux quotas électoraux introduits dans les années 1990 et renforcés par la suite.

Toutefois, les intervenantes ont souligné que ces avancées restent incomplètes. Dès que les règles deviennent moins contraignantes, la présence des femmes diminue. C'est notamment le cas de structures intercommunales ou dans les postes exécutifs. De plus, l'absence de sanctions ou de mécanismes de contrôle ralentit considérablement les progrès.

Les intervenantes ont également rappelé que la présence des femmes autour de la table ne suffit pas toujours à garantir une véritable égalité dans les processus décisionnels. Par exemple, au parlement wallon, malgré une présence presque égale de députés femmes/hommes, la prise de parole est de 80% pour les hommes. Le cumul des mandats est aussi un frein à la présence des femmes car c'est souvent des hommes qui cumulent des fonctions et empêchent des femmes et des jeunes de briller.

Il faut développer des réseaux et des formations destinés à soutenir les femmes dans leur engagement politique pour qu'elles osent s'imposer.

Thématique 2 : La difficile conciliation entre vie privée et vie professionnelle

Les données présentées lors du débat montrent que les femmes continuent d'assumer 70% des responsabilités domestiques et familiales. Cette réalité a des conséquences directes sur leur capacité à s'engager dans des fonctions exigeantes en temps et en disponibilité.

La vie politique repose encore largement sur un modèle de disponibilité permanente : réunions tardives, séances parlementaires nocturnes, déplacements fréquents...

Par exemple, de nombreux parlements disposent d'infrastructures sportives, mais très rarement de structures d'accueil pour les enfants. Ces éléments illustrent le fait que les institutions ont longtemps été pensées pour des responsables politiques dont les contraintes familiales étaient assumées par d'autres.

Il est temps de travailler sur des politiques d'égalité pour partager les charges familiales et changer le fonctionnement des institutions.

Thématique 3 : Les violences et les freins numériques : cyberharcèlement et misogynie

La journaliste et réalisatrice **Florence Hainaut** a présenté plusieurs travaux consacrés au cyberharcèlement et à ses conséquences sur la participation des femmes au débat public. Selon une étude internationale, **73% des femmes journalistes ont déjà subi des violences en ligne**.

Ces attaques prennent des formes multiples : insultes misogynes, menaces, campagnes de dénigrement. Elles visent rarement les idées exprimées, mais ciblent leur apparence, leur sexualité ou leur légitimité à prendre la parole.

Florence Hainaut a également souligné une dimension particulièrement frappante de ces violences : **leur objectif dépasse souvent la personne directement ciblée**. En projetant la définition du mot « terrorisme » du dictionnaire, elle a mis en lumière un mécanisme comparable : **l'utilisation de la peur pour influencer les comportements d'un groupe plus large**.

Lorsqu'une femme est attaquée publiquement en ligne, le message ne s'adresse pas uniquement à elle. Il vise aussi toutes celles qui observent ces violences. L'objectif est de les dissuader de s'exprimer, de s'engager ou de prendre la parole dans l'espace public.

Face à cette réalité, il faut renforcer les outils juridiques de lutte contre le cyberharcèlement et mieux accompagner les femmes engagées face aux violences numériques.

 BRUXELLES

SAVE
THE
DATE

16
MAI

30
ANS

BRUSSELS
PRIDE
2026



Agenda



GÉNÉRATION ENGAGÉE SE DOTE D'UN VÉRITABLE PARLEMENT INTERNE

Véritable cœur démocratique du mouvement, l'AJ donne une voix directe aux jeunes et structure le débat interne. Elle décide de la création et du suivi des groupes thématiques et équipes locales, interpelle librement la team nationale et contribue aux prises de positions politiques du Mouvement.

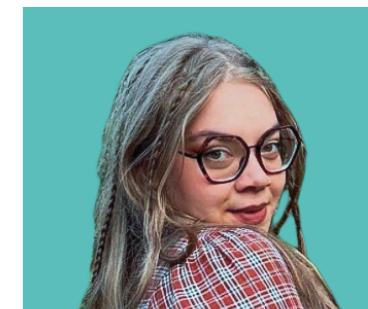
Son noyau décisionnel combine représentation territoriale, élection ouverte à tous les membres et tirage au sort, afin de garantir diversité, transparence et participation. Une nouvelle dynamique collective est lancée. (Re)découvrez-les dans l'article du Nuances d'octobre 2025 #8.



Cédric Lemaire



Charles Bracq



Cosmina Calancea



Fiona Gentile



Golhaï Bastien



Mathilde Sacré



Nathan Spitaels



Sacha Crevits



Sidwell Lambotte

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

Réunis à l'Arsenal de Namur en début février, les Aînés Engagés ont tenu leur Assemblée générale statutaire dans une atmosphère à la fois conviviale et studieuse. Cette journée a marqué une étape importante avec l'élection de Claude Lachapelle à la présidence de l'association des Aînés et le renouvellement des équipes provinciales pour les trois prochaines années. Succédant à André Bosly, le nouveau président a salué le travail accompli et affirmé sa volonté de renforcer la place des aînés dans le débat démocratique. Inclusion numérique, maintien à domicile et lutte contre l'isolement figurent parmi les priorités réaffirmées, aux côtés d'un engagement intergénérationnel renforcé.

Voici la liste des délégués provinciaux et de la Fédération bruxelloise :



Brabant wallon
M. Ferdinand
JOLLY



Bruxelles et
périphérie
Mme Patricia
NAGELMACKERS



Communauté
germanophone
Mme Maria
BELLIN



Hainaut
Mme Martine
DEPRE



Liège
M. Arthur
DEGEE



Luxembourg
Mme Fabienne
ZEVENNE



Namur
M. Guy
CHARLÈS



C'est pour elle.

Un parent sur trois éprouve des difficultés à concilier emploi et vie de famille. Face à cette réalité, Les Engagés proposent des solutions.

Pour connaître toutes nos mesures en faveur des familles, surfez sur www.lesengages.be/famille

À VOUS DE JOUER !

Les mots peuvent être cachés horizontalement, verticalement.

F	O	N	E	N	E	R	G	I	E	Y	N	H	A
P	N	W	S	U	B	H	K	E	F	C	A	I	N
P	R	O	V	I	N	C	E	X	W	L	T	N	I
M	B	N	N	B	W	U	P	Y	N	I	U	T	M
P	R	I	N	T	E	M	P	S	T	M	R	E	A
W	F	N	Y	I	Q	G	T	R	K	A	E	R	U
D	R	E	N	O	U	V	E	A	U	T	W	V	X
P	H	X	Z	U	H	D	B	A	T	I	S	I	K
O	K	I	M	O	U	V	E	M	E	N	T	E	P
T	A	C	T	I	O	N	Z	L	F	Y	D	W	D
A	J	S	F	R	B	L	O	G	E	M	E	N	T
G	X	I	D	E	E	S	K	E	K	M	H	N	Z
E	M	U	W	F	B	V	L	W	H	M	U	X	N
R	X	L	V	N	N	E	T	T	O	Y	A	G	E

- Printemps
- Idées
- Nettoyage
- Logement
- Animaux
- Province
- Potager
- Renouveau
- Mouvement
- Interview
- Énergie
- Action
- Climat
- Nature

Intermédiaire

		9		5									
	2											7	
	8			7	4							6	
6			5	2									
	7	2	1		6	3	4						
				3	7							5	
3			7	6								5	
8												1	
			9			6							

Expert

			7										
	2		4	9									
8		6	2						3				
3		1										8	
	4											5	
	5								7			2	
		4				6	8					5	
					8	7					9		
									1				



C'est pour lui.

Pouvoir concilier son travail et sa vie de famille, c'est mieux pour les parents, mais aussi pour les enfants et leur épanouissement.

Protéger aujourd'hui.
Garantir demain.

VOS IDÉES EN MOUVEMENT

